

INFO'ACTIONS

N° 130 – AVRIL-OCTOBRE 2021

**CLIMAT,
LE DÉFI
DE 2021**

LE ZOOM DU MOMENT :

**COMMENT
LA PANDÉMIE
AGGRAVE LE FOSSE
ENTRE LES PLUS
RICHES ET LES PLUS
PAUVRES**

EN DIRECT DU TERRAIN :

**RÉPONDRE AU DÉFI
DE L'ACCÈS À L'EAU
AU BURKINA FASO**

TÉMOIGNAGE :

**LE PLAIDOYER
CITOYEN, OUTIL
DE DÉMOCRATIE
ET D'ENGAGEMENT**



OXFAM
France



L'ÉDITO

DEUX CRISES, UNE MÊME URGENCE DE SOLIDARITÉ

Deux crises, l'une climatique, l'autre sanitaire. Si elles peuvent sembler différentes par nature, elles ont pourtant bien des points communs. Toutes les deux emportent des vies. Toutes les deux causent des souffrances dans le monde entier. Toutes les deux volent les rêves de jeunesse de toute une génération. Toutes les deux aggravent partout la pauvreté et les inégalités. Toutes les deux bouleversent en premier l'existence des plus vulnérables. Toutes les deux renforcent l'urgence de choisir un modèle de société plus juste et durable.

Parmi les millions de personnes qui sont affectées par la crise climatique, il est frappant de constater que ce sont précisément celles qui sont les moins responsables qui en subissent les plus graves répercussions. Dans les zones les plus exposées, privées de ressources et contraintes au déplacement, des populations entières ne peuvent plus subvenir à leurs besoins vitaux les plus élémentaires (voir dossier p. 5 à 8).

Mais il n'y a point de fatalité. Dans l'Affaire du siècle, le tribunal administratif a reconnu le 3 février dernier que l'inaction climatique de l'État est illégale. Ce jugement donne raison aux 2,3 millions de citoyennes et citoyens qui avaient joint leurs voix à la nôtre. Ensemble, nous exigeons des décisions concrètes qui réduisent effectivement les émissions de la France.

Ce n'est pas tout. Au moment où nous écrivons ces lignes, les bénévoles de nos groupes locaux sont mobilisé-e-s auprès de leurs élu-e-s pour les inciter à renforcer les ambitions de la loi

Climat à l'Assemblée nationale. Tout au long de l'année, leur volonté hors du commun nous permet de porter toujours plus fort les exigences légitimes du pouvoir citoyen, jusqu'aux plus hauts niveaux (p. 10).

La pandémie menace de faire basculer des millions d'individus sous le seuil de pauvreté. Il pourrait falloir plus de 10 ans aux personnes les plus vulnérables pour se relever des impacts économiques du COVID-19. Dans le même temps, les 1000 plus grandes fortunes du monde ont retrouvé leur patrimoine d'avant la crise en seulement neuf mois (p. 3). Sur le terrain, les équipes internationales d'Oxfam poursuivent leurs efforts pour venir en aide aux populations menacées par le virus et ses conséquences. Depuis mars 2020, avec votre aide, nous avons été aux côtés de plus de 14 millions de personnes dans 68 pays.

Si le COVID-19 frappe toutes les régions du monde sans distinction, seule une partie limitée de la planète a accès aux vaccins et aux traitements. C'est pourquoi, en parallèle de notre travail sur le terrain, nous nous mobilisons à l'échelle internationale. Nous voulons que chacune et chacun ait un égal accès aux produits pharmaceutiques, quel que soit son lieu de résidence ou l'épaisseur de son portefeuille (p. 4).

C'est votre soutien qui nous permet d'agir. Votre engagement à nos côtés représente un formidable espoir pour les plus vulnérables, partout dans le monde. Elle renforce notre détermination à combattre avec vous les inégalités. Vous pouvez être fière et fier de votre engagement solidaire.

Je vous souhaite une agréable lecture de votre info'actions.

Frédéric Séguret
Président d'Oxfam France

30 JEUNES ENGAGÉ-E-S AVEC OXFAM FRANCE !

Dans le monde entier, la jeunesse porte les changements de demain. Pour accompagner les jeunes qui souhaitent se mobiliser, nous avons créé un nouveau programme de bénévolat à destination des 16 à 26 ans. L'objectif : accompagner 30 jeunes afin de les aider à exercer pleinement leur pouvoir citoyen. Durant un an, au sein des groupes locaux et à travers des formations, échanges et actions de mobilisation, ces jeunes activistes ont l'opportunité de faire entendre leur voix et d'agir directement sur les décisions impactant l'avenir des générations futures et de la planète. L'Oxfamily s'agrandit !

POUR EN SAVOIR + :
www.oxfamfrance.org/agir-oxfam/programme-jeunes



S'INFORMER POUR S'ENGAGER : DÉCOUVREZ NOS LIVRETS NUMÉRIQUES

Comprendre l'ampleur de l'évasion fiscale et son impact sur les inégalités mondiales, déconstruire les idées reçues sur la migration, se questionner sur nos systèmes agricoles et alimentaires, découvrir comment agir au quotidien face aux changements climatiques... Rendez-vous en ligne pour télécharger nos livrets numériques afin de mieux décrypter les enjeux qui impactent les inégalités dans le monde, et comprendre comment vous pouvez agir pour un monde plus juste.

POUR TÉLÉCHARGER NOS LIVRETS NUMÉRIQUES :
www.oxfamfrance.org/ebooks

LE VIRUS DES INÉGALITÉS : COMMENT LA PANDÉMIE AGGRAVE LE FOSSÉ ENTRE LES PLUS RICHES ET LES PLUS PAUVRES



Les bénévoles du groupe local de Rennes en janvier 2021 © Oxfam

Notre rapport sur les inégalités mondiales « Le virus des inégalités » se penche cette année sur l'évolution des inégalités dans le monde, un an après l'apparition des premiers cas de coronavirus. Il révèle comment les 1000 personnes les plus riches du monde ont retrouvé leur niveau de richesse d'avant la pandémie en seulement 9 mois, alors qu'il pourrait falloir plus de dix ans aux personnes les plus pauvres pour se relever des impacts économiques de la pandémie.

La pandémie de COVID-19 a non seulement révélé toutes les fractures de la société, mais elle aggrave également les inégalités existantes. **Pour la première fois, les inégalités pourraient augmenter simultanément dans la quasi-totalité des pays du monde si les gouvernements n'agissent pas vite et fort.** Une situation sans précédent depuis plus d'un siècle.

Notre analyse¹ révèle également ce constat édifiant : les dix hommes les plus riches du monde – dont fait partie le français Bernard Arnault – ont vu leur fortune totale augmenter de plus de 540 milliards de dollars depuis le début de la pandémie. Une somme qui serait amplement suffisante pour financer le vaccin contre le COVID-19 pour toutes et tous et éviter que cinquante sombre dans la pauvreté à cause de la pandémie. Dans le même temps, partout dans le monde, **les plus démunis et les travailleurs précaires, à commencer par les femmes et les personnes racisées, sont les plus touchés.**

Crise du COVID-19 : la France tourne elle aussi le dos à l'égalité

Alors que les inégalités repartaient déjà à la hausse depuis 2018, les milliardaires français ont bénéficié d'une reprise « exceptionnelle » : ils ont gagné 175 milliards d'euros entre mars et décembre 2020, c'est la troisième plus forte progression après les Etats-Unis et la Chine. **175 milliards d'euros, c'est aussi l'équivalent de deux fois le budget de l'hôpital public français.**

Pendant ce temps, tous les signaux de la pauvreté sont au rouge en France. L'un des signes les plus graves est l'explosion de l'aide alimentaire : on comptait 8 millions de bénéficiaires à l'automne 2020, alors qu'ils étaient 5,5 millions avant la crise.

La situation des jeunes, des mères isolées et des migrant·e·s est particulièrement alarmante.

La France des inégalités, le fruit de choix politiques

Face à cette augmentation des inégalités, la responsabilité des gouvernements est au cœur du problème. Depuis des années, ils ignorent les alertes et aggravent le fléau. Les plus pauvres sont les grands perdants du quinquennat d'Emmanuel Macron et ils sont aujourd'hui les grands oubliés de la réponse à la crise du COVID-19 : **moins de 1 % du plan de relance est dédié à la lutte contre la pauvreté**, tandis que des milliards d'euros ont été versés aux entreprises sans aucune contrepartie contraignante. **Endiguer ces inégalités en hausse relève avant tout d'une volonté politique et de mesures ambitieuses.** Face à constat, nous appelons le gouvernement français à :

- Investir massivement dans les services publics – santé, éducation, protection sociale – pour assurer les besoins de base ;
- Revaloriser les minimas sociaux et les bas salaires, à commencer par les métiers du secteur du soin où les femmes sont majoritaires ;
- Faire en sorte que les plus riches et les grandes entreprises payent leur juste part d'impôts.

SUR LE TERRAIN, LES ÉQUIPES D'OXFAM MOBILISÉES

Dès le mois de mars 2020, nos équipes sur le terrain ont redoublé d'efforts pour soutenir les plus vulnérables et leur permettre de se protéger et de faire face à la crise sanitaire, mais aussi sociale, alimentaire et économique. Grâce au soutien de milliers de donateurs dans le monde, **à ce jour, nous sommes venus en aide à plus de 14,3 millions de personnes dans 68 pays**, en assurant notamment l'accès à l'eau potable, à des produits d'hygiène essentiels, à l'alimentation, à l'éducation.

POUR EN SAVOIR + :

<https://bit.ly/ActionsOxfamCovid19>



A VOUS D'AGIR

Si vous ne l'avez pas encore fait, félicitez le Président de la République et les membres du gouvernement pour leur participation active à la « France des inégalités » ! Rejoignez la mobilisation sur :

<https://lafrancedesinegalites.oxfamfrance.org>

¹ Pour lire le rapport « Le virus des inégalités » : www.oxfamfrance.org/rapports/le-virus-des-inegalites.



LES INFOS DE CES DERNIERS MOIS

Une recette à la française : une pincée d'agroécologie pour une louche d'agro-industrie

Dans un rapport publié en février avec Action contre la Faim et le CCFD-Terre Solidaire, nous nous sommes penchés sur les soutiens financiers apportés par la France à l'agriculture des pays du Sud. Alors que, depuis 10 ans, la France montre un intérêt croissant pour le modèle agroécologique, elle fait dans le même temps à l'international la promotion d'un modèle agro-industriel à forts dommages sociaux, économiques et environnementaux.

Aujourd'hui, plus d'un quart de l'humanité n'a pas un accès régulier à une alimentation en quantité et en qualité suffisante, tandis que les inégalités économiques et la pauvreté continuent de gagner du terrain. Face à des objectifs de productivité, le modèle agro-industriel s'est imposé petit à petit, en dépit de son incapacité à mettre un terme à la faim.

Si la France a inscrit, au niveau international, l'agroécologie dans ses lignes directrices, la défend au sein des instances et soutient la recherche en ce sens, d'autres priorités politiques semblent coexister. **Notre étude révèle notamment que depuis 10 ans, la France a davantage financé le développement de l'agro-industrie des pays du Sud que de l'agroécologie** : seuls 13,3 % des investissements français engagés entre 2009 et 2018 dans l'agriculture ont réellement bénéficié à la transformation agroécologique. L'urgence climatique semble elle aussi être oubliée.



Au Guatemala, le phénomène El Niño impacte les cultures. Clenda Marisol montre son maïs qui n'a pas mûri à cause de la sécheresse. Août 2019 © Pablo Tosco

Aujourd'hui, il est impératif que la France contribue positivement au changement des modèles agricoles et alimentaires via ses soutiens financiers. Ceux-ci doivent être réorientés en faveur de l'agroécologie et intégrer spécifiquement des objectifs comme la lutte contre la pauvreté ou la crise climatique. Il est temps pour la France de mettre en cohérence ses orientations politiques et ses actions afin de cesser cette ambivalence.

POUR LIRE LE RAPPORT « UNE PINCÉE D'AGROÉCOLOGIE POUR UNE LOUCHE D'AGRO-INDUSTRIE »

ET EN SAVOIR + : <https://bit.ly/RapportAgroecologie>

COVID-19 : pas de profits sur la pandémie !



Le 18 janvier dernier, le directeur de l'Organisation mondiale de la Santé tirait la sonnette d'alarme : alors que plusieurs pays riches avaient déjà activé leurs campagnes de vaccination face à la pandémie de COVID-19, à peine 25 doses de vaccin avaient été administrées dans les pays à faible revenu. **Si le virus frappe tous les pays du monde sans distinction, de toute évidence nous ne sommes pas outillés de la même manière pour y faire face.** Des mois avant que les premiers vaccins soient mis sur le marché, les pays riches s'étaient déjà accaparés des millions de futures doses auprès des laboratoires pharmaceutiques, au détriment d'une grande partie de la population mondiale. Le Canada a même commandé suffisamment de doses pour vacciner cinq fois sa population ! Un système à double vitesse qui laisse des millions de personnes sans accès au traitement.

Seule une réponse commune basée sur la coopération la plus large pourra nous permettre de surmonter cette crise. Pourtant les règles de la concurrence entre les grandes entreprises pharmaceutiques ne sont pas remises en cause, garantissant aux laboratoires le monopole sur la production des vaccins,

leur commercialisation et la fixation de leur prix. C'est ce même système qui pendant des années a empêché des millions de personnes séropositives ou atteintes du SIDA d'avoir accès aux traitements pouvant sauver leurs vies.

Face au défi que représente la pandémie de COVID-19 pour le monde entier, nous nous mobilisons depuis plusieurs mois **pour que tou·te·s les habitant·e·s de la planète soient protégé·e·s de la même façon, mais aussi pour exiger une plus grande transparence sur les contrats signés – notamment par la Commission européenne – avec les laboratoires, ainsi que la suspension des droits de propriété intellectuelle.** Des conditions sine qua non pour restaurer la confiance avec les citoyens et les citoyennes.

Pour sortir d'une crise qui touche l'ensemble de la planète, la coopération doit l'emporter sur la compétition. Donner l'accès au traitement à tou·te·s celles et ceux qui en ont besoin n'est pas seulement une question de justice et d'égalité, c'est aussi une question de bon sens face à une épidémie qui est planétaire. Personne ne doit se voir privé d'un traitement qui peut lui sauver la vie simplement à cause de son lieu de résidence ou de l'épaisseur de son portefeuille.

POUR EN SAVOIR + ET SIGNER L'INITIATIVE CITOYENNE EUROPÉENNE : <https://bit.ly/VaccinsCovid19>



LE DOSSIER DU MOMENT

CLIMAT : LE DÉFI DE 2021



En Ethiopie, Amina Ibrahim et sa famille ont perdu tout leur troupeau (150 moutons et 15 chameaux) à cause de la sécheresse, et donc leur source de revenus. Ethiopie, février 2019 © Pablo Tosco/Oxfam Intermón

Le 12 décembre 2015, à l'issue de la COP21, était adopté l'Accord de Paris. **Pour la première fois, 195 Etats entérinaient un accord universel pour lutter contre les changements climatiques.** Cinq ans après, le bilan est pourtant inquiétant : les phénomènes climatiques extrêmes se sont multipliés à travers le monde, touchant de plein fouet les populations vulnérables, tandis que les Etats – à de rares exceptions – n'ont pas mis en œuvre de mesures suffisantes pour réduire leurs émissions et peinent à mobiliser les financements nécessaires pour les pays en développement.

En France, la loi issue des propositions de la Convention citoyenne sur le climat, examinée au Parlement au moment où nous écrivons ces lignes, devait être une occasion unique pour la France d'être enfin à la hauteur des enjeux climatiques. Pourtant, le texte est pour l'instant largement insuffisant pour répondre à l'urgence.

Alors que 2020 a été l'année la plus chaude jamais enregistrée, 2021 sera une année charnière pour la lutte contre les changements climatiques, en France et partout dans le monde. La récente condamnation de l'Etat français dans le cadre de l'Affaire du siècle, soutenue par plus de deux millions de citoyennes et de citoyens, nous a prouvé l'impact décisif des mobilisations citoyennes pour le climat pour pousser les Etats à agir enfin. Plus que jamais, la mobilisation continue !



LE SAVIEZ-VOUS ?



La moitié la plus pauvre de la population mondiale n'est responsable que de 10 % des émissions de CO2 mondiales, tandis que les 10 % des personnes les plus riches génèrent 50 % des émissions.



Sans action climatique ambitieuse, 100 millions de personnes pourraient basculer dans l'extrême pauvreté d'ici 2030.



+ 3,5 °C : c'est la trajectoire vers laquelle nous emmèment les entreprises du CAC40 d'ici 2100 si rien ne change.

Cela signifierait une augmentation de plus de 40 % des feux de forêt, ou des inondations qui surviendraient plus de 5 fois par an à Nantes, Bayonne et Dieppe.

C'est un constat sans appel : depuis de nombreuses années, nous savons que le dérèglement du climat est principalement dû à l'activité humaine et qu'il représente une menace réelle pour la planète. Ce dérèglement engendre déjà de multiples perturbations **dont les impacts sont dévastateurs, en particulier pour les populations les plus vulnérables : aggravation de la faim, de la pauvreté et des inégalités.** Si rien n'est fait dès maintenant, les conséquences seront dramatiques et irréversibles, non seulement pour notre environnement mais aussi et surtout parce que les changements à l'œuvre réduiront à néant les progrès réalisés ces dernières décennies pour lutter contre la pauvreté.

Depuis l'adoption de l'Accord de Paris en 2015, les scientifiques continuent de tirer la sonnette d'alarme sur l'urgence d'agir pour limiter le réchauffement climatique à + 1,5 °C. **En cinq ans, trop peu d'Etats ont pris des mesures à la hauteur, alors que les émissions globales de gaz à effet de serre ont continué d'augmenter.** Les actes ne suivent pas : malgré les engagements pris, la France ne respecte toujours pas ses propres objectifs nationaux.

La France se classe au 15^e rang des pays les plus touchés au niveau mondial sur les vingt dernières années, alors que 62 % de la population est exposée de manière forte ou très forte aux risques climatiques.

Loi Climat, le compte n'y est pas

Débat au Parlement au moment où nous écrivons ces lignes, **le projet de loi Climat et Résilience n'est pas suffisant, de l'aveu même du gouvernement, pour respecter la trajectoire que la France s'est fixée et réduire les émissions de 40 % d'ici 2030.** Cet objectif est d'ailleurs lui-même insuffisant pour respecter les objectifs fixés dans l'Accord de Paris, d'autant plus que l'Union Européenne a revu son ambition à la hausse en décembre 2020, en fixant un nouvel objectif de réduction des émissions de 55 % d'ici 2030 à l'échelle du continent.

La grande majorité des propositions des 150 citoyen·ne·s ont été amoindries, qu'il s'agisse de leur périmètre ou de leur date de mise en œuvre. Certaines ont même été abandonnées, loin de la promesse présidentielle initiale de les reprendre « sans filtre ». Le 23 février 2021, le Haut Conseil pour le Climat publiait d'ailleurs un avis sévère sur la Loi Climat en pointant, notamment, des délais « *manifestement incompatibles avec le rythme attendu de l'action contre le changement climatique et le rattrapage du retard pris par la France dans l'atteinte de ses budgets carbone* ».

En l'état, le projet de loi ne permettra pas d'atteindre les objectifs fixés par l'Accord de Paris. **Les Parlementaires doivent remettre l'objectif climatique au cœur du débat, et notamment faire de la responsabilité des grandes entreprises un sujet clé.**

La responsabilité des grandes entreprises dans la crise climatique

Début mars, dans le rapport « CAC degrés de trop : le modèle insoutenable des grandes entreprises françaises »¹, nous avons calculé l'empreinte carbone globale des plus grandes entreprises françaises et leur trajectoire climatique. **Et les résultats sont édifiants : malgré les engagements des entreprises, le niveau d'émissions du CAC40 nous conduit tout droit vers un réchauffement climatique de + 3,5 °C d'ici 2100, une température bien au-delà de l'objectif de 1,5 °C.**

Parmi les entreprises étudiées, 4 d'entre elles (BNP Paribas, Société Générale, Crédit Agricole et Total) ont, chacune prise séparément, une empreinte carbone supérieure à celle de la France. Sur les 35 entreprises analysées, seulement 3 – EDF, Schneider Electric, Legrand – ont à ce jour une empreinte carbone et des engagements susceptibles de les faire rester dans une trajectoire compatible avec un réchauffement inférieur à + 2 °C.

Derrière une belle communication verte, c'est un modèle économique insoutenable qui perdure. Alors que les grandes entreprises affichent régulièrement leur volonté de faire bouger les lignes, ces effets d'annonces restent encore trop peu suivis d'actes. Au nom de la recherche du profit à court terme, elles sacrifient les investissements qui sont pourtant nécessaires pour réaliser la transition écologique. **Le changement de modèle économique est urgent, et c'est là que le rôle de l'Etat est crucial.**

Alors que les 150 citoyen·ne·s de la Convention Citoyenne proposaient de conditionner les aides publiques aux entreprises à une réduction de leur empreinte carbone, le projet de loi Climat enterre cette proposition et ne prévoit aucune obligation de diminution de l'empreinte carbone des entreprises. Pourtant, une obligation de publier une trajectoire de réduction de leur empreinte carbone contraignante, sous peine de sanction financière, renforcerait la résilience des entreprises et favoriserait une transition plus juste. La publication d'un plan d'investissement permettrait en outre d'assurer la cohérence entre l'objectif et les moyens mis en œuvre.

Face à l'urgence climatique, le pouvoir de la mobilisation citoyenne

Mouvement « Friday for future », marches pour le climat, recours en justice : **ces dernières années, face à l'inaction de nombreux Etats, les citoyen·ne·s du monde entier ont décidé de se faire entendre** pour exiger de leurs gouvernements des actions plus ambitieuses, alors que la crise climatique est aujourd'hui perçue comme une priorité.

Le 3 février dernier, le tribunal administratif de Paris rendait sa décision dans le dossier de l'Affaire du Siècle, un recours en justice initié en décembre 2018 avec trois organisations partenaires² et soutenu par plus de 2 millions de personnes. **Après deux ans de procédure, la responsabilité de l'Etat dans la crise climatique a enfin été reconnue. C'est une victoire historique pour le climat !**

¹ Pour lire le rapport : <https://bit.ly/CACDegresDeTrop>

² Notre Affaire à tous, la Fondation Nicolas Hulot pour la Nature et l'Homme et Greenpeace France. Plus d'informations sur www.laffairedu siecle.net



Pascaline est agricultrice au Burkina Faso. Ces dernières années, les pluies sont devenues moins fréquentes mais plus intenses. Pour y faire face, Pascaline a reçu des semences plus adaptées ainsi que du matériel de maraîchage.
© Pablo Tosco / Oxfam Intermón

Dans son jugement, le tribunal a jugé illégal le non-respect des engagements pris en matière de baisse des émissions de gaz à effet de serre. C'est une victoire de la vérité puisque l'Etat niait la réalité de son inaction climatique malgré l'accumulation de preuves. La justice donne ainsi raison à celles et ceux qui alertent depuis des années sur la crise climatique.

La décision reconnaît également l'existence d'un préjudice écologique, c'est-à-dire qu'une personne publique – ici l'Etat français – peut être tenue pour responsable des dommages causés à l'environnement ; c'est une grande première en droit français.

Cette évolution majeure du droit était une condition indispensable pour obtenir, nous l'espérons, une seconde décision de justice pour contraindre l'Etat à agir. Maintenant que la faute est constatée, le tribunal doit désormais statuer sur les mesures que doit prendre l'Etat pour enfin respecter ses engagements pour le climat et réparer les dommages causés par son inaction. Nous avons donc rendez-vous dans quelques semaines pour cette prochaine étape de la procédure ! Avant cela, l'Affaire du Siècle appuiera la commune de Grande-Synthe dans son recours contre l'Etat devant le Conseil d'Etat³.

Cette mobilisation, partout dans le monde, est essentielle pour faire entendre la voix de celles et ceux qui subissent de plein fouet les impacts des changements climatiques. C'est grâce à la force du pouvoir citoyen que nous parviendrons à faire bouger durablement les choses, pour exiger le respect des engagements climatiques.

³ <http://bit.ly/grande-synthe>



Qu'est-ce que la justice climatique ?

La justice climatique a pour objectif de faire reconnaître la responsabilité des acteurs à l'origine des dérèglements climatiques, entreprises comme Etats. Pourquoi ? Car en matière de changements climatiques, nous ne sommes pas tou·te·s sur un pied d'égalité, que ce soit en termes de responsabilité ou d'impacts. On le sait, les changements climatiques impactent d'abord les populations les plus vulnérables et les plus pauvres de la planète, qui sont pourtant les moins responsables de cette crise.

Aujourd'hui, le mouvement en faveur de la justice climatique est mondial et prend chaque jour de l'ampleur. En juillet 2020, plus de 1500 actions étaient recensées dans 38 pays. Aux Pays-Bas, l'Etat a été condamné à réduire de 25 % ses émissions de CO2 en 2020. Les objectifs de ces procédures sont doubles : faire reconnaître comme juridiquement responsables les grands pollueurs, mais surtout obtenir la mise en place d'actions concrètes permettant de lutter efficacement contre les changements climatiques – et donc d'éviter leurs dégâts colossaux sur les plus vulnérables. Partout dans le monde, les citoyen·ne·s et la société civile s'organisent pour faire valoir leurs droits et exiger des Etats qu'ils agissent enfin face à l'urgence climatique !



Marche pour le climat en février 2019 à Bruxelles
© Eric de Mildt. All rights reserved.



A VOUS D'AGIR

INTERPELLEZ LES DÉPUTÉ·E·S POUR UNE LOI CLIMAT À LA HAUTEUR DE L'URGENCE :

<http://bit.ly/mobilisation-loi-climat>



VIES ET VISAGES DES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

Vivant principalement dans des habitats précaires, sur des terrains souvent exposés aux aléas climatiques, disposant de ressources moindres pour réagir lorsque les événements surviennent, très dépendantes d'activités professionnelles soumises au climat, les populations les plus vulnérables paient un lourd tribut face aux changements climatiques, alors que 100 millions de personnes supplémentaires risquent de tomber dans l'extrême pauvreté d'ici 2030 du fait de leurs impacts. Chaque jour, les équipes d'Oxfam agissent dans le monde entier pour soutenir les populations impactées, développer avec elles des solutions durables et faire ainsi en sorte que changements climatiques ne soient pas synonymes de vies brisées.

Au Guatemala



Dans la région de Jocotán au Guatemala, le phénomène El Niño et le réchauffement des eaux de surface dans l'océan Pacifique entraînent une augmentation des températures et un déficit de pluie à l'origine d'événements climatiques extrêmes. Joana récupère l'eau d'un canyon en creusant le sol près de petites flaques d'eau.

© Pablo Tosco / Oxfam Intermon, 2019.

Au Vanuatu



En mars 2015, dans le Pacifique, le cyclone Pam a ravagé l'archipel du Vanuatu. Des milliers de personnes ont perdu leur maison. Sur la photographie, des enfants d'Étas sur l'île d'Efate regardent le camion-citerne livrant de l'eau potable à leur village. De nombreuses communautés se sont retrouvées sans approvisionnement en eau car leurs réservoirs d'eau de pluie ont été endommagés ou contaminés.

© Vlad Sokhin / Panos / OxfamAUS, 2015.

Au Kenya



Samey Alasow et sa fille se tiennent devant leur maison. La région de Wajir au Kenya est touchée par une diminution drastique des précipitations. En période de sécheresse, les femmes doivent redoubler d'effort et parcourir de plus grandes distances pour aller chercher de l'eau ou du bois pour le feu. Lorsque les rations alimentaires s'amenuisent, elles sont les premières à réduire la leur.

© Katie G. Nelson / Oxfam, 2017.

Au Bangladesh



Au Bangladesh, trois jours de fortes pluies ont inondé des zones où des réfugiés Rohingyas avaient construit des abris de fortune. Un père transporte son fils. Sa famille le suit en emportant le maximum de matériel pour survivre.

© Aurélie Marrier d'Unienville, 2017.

Ces images sont extraites de l'exposition « Vies et visages des changements climatiques », organisée par les bénévoles du groupe local de Dijon en 2020.

Répondre au défi de l'accès à l'eau au Burkina Faso



Huguette Yago lors d'une séance de sensibilisation à l'hygiène dans la province de Sanmatenga, région Centre-Nord en avril 2020
© Sylvain Cherkaoui/Oxfam Intermón

Le Burkina Faso connaît actuellement l'une des crises les plus préoccupantes au monde : les attaques de groupes armés qui sévissent dans le Nord et l'Est du pays ont forcé des centaines de milliers de personnes à fuir leur foyer à la recherche de sécurité, vers des centres urbains ou des sites de personnes déplacées. Entre 2019 et 2020, le nombre de personnes déplacées à l'intérieur du pays a ainsi été multiplié par dix. Plus de 90 % des déplacé·e·s ont été accueilli·e·s dans des régions déjà touchées par une très grande pauvreté, fragilisées par une crise climatique, de mauvaises récoltes et des ressources naturelles insuffisantes.

Avant l'apparition de la pandémie de COVID-19, le pays était déjà confronté à d'immenses difficultés, notamment en termes d'accès à l'eau pour les personnes déplacées et les communautés qui les accueillent. La crise sanitaire et les mesures prises pour y faire face ont de lourdes conséquences pour les populations. Le manque d'infrastructures d'approvisionnement en eau et d'hygiène rend les gestes barrière extrêmement difficiles à respecter, et expose les habitant·e·s à un risque plus important de propagation rapide de l'épidémie, alors que les centres de santé ont été fortement affectés par la crise sécuritaire. Actuellement 2,2 millions de personnes ont besoin d'une aide humanitaire au Burkina Faso.

C'est dans ce cadre que les équipes d'Oxfam interviennent dans la région Centre-Nord et la région du Sahel, en partenariat avec l'Association pour la Gestion de l'Environnement et le Développement (AGED). Le projet a pour objectif de permettre l'accès à l'eau potable et à des infrastructures d'hygiène et

d'assainissement à 29 200 personnes, à travers la construction ou la réhabilitation de points d'eau, la construction de latrines et de douches, la promotion de bonnes pratiques d'hygiène, la distribution de kits d'hygiène, et enfin la mise en place de systèmes de gestion des ordures et de gestion des eaux usées. Oxfam France finance ce projet à hauteur de 400 000 euros grâce au Centre de Crise et de Soutien (CDCS) du Ministère de l'Europe et des Affaires Étrangères.

Face à l'urgence, la confédération Oxfam se mobilise également pour que les bailleurs internationaux, y compris la France, proposent une réponse à la hauteur des besoins.

POUR EN SAVOIR + : <http://bit.ly/EauBurkinaFaso>

TÉMOIGNAGE



HUGUETTE YAGO

Huguette Yago gère l'approvisionnement en eau et en équipements sanitaires pour les personnes déplacées et les communautés hôtes de la province de Sanmatenga, dans la région Centre-Nord. Elle supervise aussi une équipe de six animateurs chargés de sensibiliser la population aux mesures d'hygiène face à la pandémie de COVID-19.

Sans eau, on ne peut rien faire. Il n'y a pas de mystère, pour qu'il y ait de l'hygiène, il faut qu'il y ait de l'eau. Les habitant·e·s sont informé·e·s sur la pandémie mais ne peuvent pas respecter les mesures barrières, car le peu d'eau qu'ils arrivent à obtenir ne peut être gaspillé pour se laver les mains plusieurs fois par jour, et le savon manque. La distanciation sociale est par ailleurs impossible, avec souvent 15 à 20 personnes regroupées dans un même abri.

Nous organisons trois séances de sensibilisation par semaine et le comité d'hygiène composé de volontaires relaye nos messages.

Nous sensibilisons à l'utilisation de la cendre lorsque le savon manque.

TÉMOIGNAGE

Le plaidoyer citoyen, outil de démocratie et d'engagement pour les bénévoles d'Oxfam



Parce que nous avons la conviction que c'est en s'attaquant à la fois aux conséquences des inégalités, mais aussi à leurs racines profondes, que nous parviendrons à y mettre fin, nous agissons à la fois sur le terrain auprès des plus vulnérables, et portons également

leurs voix jusqu'aux plus hauts niveaux, auprès des responsables politiques et économiques. Tout au long de l'année, ces actions sont appuyées par le travail de plusieurs centaines de bénévoles partout en France. Rencontre avec Benoît Golitin, responsable du plaidoyer local.

Quel est ton rôle au sein d'Oxfam ?

Je suis bénévole dans le groupe local de Paris depuis 5 ans. Je suis en charge de la coordination du plaidoyer local, c'est-à-dire les actions menées par les bénévoles qui dialoguent et rencontrent les élu·e·s de leur territoire et portent auprès d'eux des propositions pour lutter contre la pauvreté et les inégalités, avec l'objectif de faire changer les choses durablement.

En trois mots, le plaidoyer local, qu'est-ce que c'est ?

Le premier mot qui me vient à l'esprit, c'est « solutions » : dans un monde où les inégalités se creusent et où la pauvreté perdure, le plaidoyer local est porteur de solutions. Les bénévoles mettent à disposition de leurs représentant·e·s élu·e·s des propositions et recommandations concrètes pour faire évoluer les lois et les politiques publiques vers plus de justice et d'égalité. Ensuite, le dialogue : nous sommes convaincu·e·s que les changements sociétaux durables s'obtiennent par des actions politiques, qui auront un impact pour les générations d'aujourd'hui et de demain. Enfin, la citoyenneté. Le plaidoyer local se base sur un principe simple : les député·e·s ont été élu·e·s et portent un mandat de représentation. Ils ont la responsabilité et le devoir d'être à l'écoute de leurs concitoyen·ne·s.

Quelle est l'articulation entre le travail de plaidoyer de l'équipe salariée et des bénévoles ?

Notre plaidoyer local s'appuie sur le travail de recherche réalisé par l'équipe : les arguments portés par les bénévoles auprès des élu·e·s sont construits à partir des analyses et des recommandations produites par Oxfam en France et à travers le monde, en lien avec des économistes, sociologues, associations locales ou partenaires, et qui nous permettent de développer un argumentaire étayé.

Quelle est la place du plaidoyer dans la vie démocratique d'un·e citoyen·ne ?

Le plaidoyer est un outil de la citoyenneté, complémentaire du vote. Les bénévoles, avant tout des citoyennes et des ci-



Les bénévoles des groupes locaux de Lyon, Rennes et Paris rencontrent leurs député·e·s à l'automne 2020 © Oxfam

toyens, créent une continuité dans leur participation à la vie démocratique du pays, avant les urnes par les rencontres avec les décideurs, puis au moment du scrutin, et ensuite par le suivi des engagements pris par les élu·e·s. A une époque où la confiance des citoyen·ne·s dans la vie politique semble s'étioler, le plaidoyer local, dans ce dialogue instauré avec les institutions, joue un rôle majeur dans la démocratie. Nous démontrons que chacun·e d'entre nous peut porter auprès des décideur·se·s le changement que nous voulons voir dans la vie politique locale et nationale.

En quoi cette action est-elle un levier de transformation durable de nos sociétés ?

Le plaidoyer est une action citoyenne directe et concrète qui vise un changement systémique et durable, à tous les niveaux - du local au national - avec l'objectif de construire un projet de société. S'il peut parfois donner une impression de politique de petits pas, car ses résultats s'observent souvent sur plusieurs années, le plaidoyer s'ancre en réalité sur le long terme, pour mettre en œuvre des évolutions profondes. En cela, le plaidoyer est tout à fait complémentaire d'autres actions menées par les bénévoles de l'association - de mobilisation et de sensibilisation - avec un impact plus immédiat.

Une victoire pour le plaidoyer local ?

En 1970, les pays développés se sont engagés auprès des Nations Unies à consacrer 0,7 % de leur revenu national brut à l'aide publique au développement (APD), outil clé dans la lutte contre la pauvreté et les inégalités. Oxfam se mobilise depuis plusieurs décennies pour que la France tienne cet engagement pour financer la lutte contre les inégalités femme-homme, l'accès aux services essentiels de santé et à l'éducation ou encore l'adaptation aux changements climatiques. Aujourd'hui, grâce à l'engagement sans faille des bénévoles et de l'équipe depuis de nombreuses années, l'objectif du 0,7 % fait consensus à l'Assemblée nationale et a été adopté unanimement et inscrit dans la loi par l'hémicycle pour être atteint en 2025, un immense progrès et une belle victoire !

POUR EN SAVOIR + :

http://bit.ly/plaidoyer_citoyen



CES PERSONNES QUI S'ENGAGENT



© Frédéric Dufraigne

CONSOMMER RESPONSABLE

Les magasins Oxfam mettent la seconde main sur le devant de la scène !

A Lille, Paris et Strasbourg, nos friperies et bouquineries proposent des objets de seconde main à prix solidaires. Malgré la situation sanitaire des derniers mois, l'engagement citoyen continue de battre son plein dans les magasins Oxfam. Adopter un mode de consommation responsable, c'est possible de plusieurs façons ! Trier sa garde-robe ou sa bibliothèque et choisir d'apporter de jolies pièces dans l'un de nos magasins, c'est un acte solidaire. Se rendre en friperie ou en bouquinerie et faire le choix de l'occasion ou de produits écoresponsables, c'est favoriser une économie circulaire et aider concrètement au financement des actions de l'association. Les équipes bénévoles des magasins contribuent chaque jour à proposer des livres, CDs, vêtements, accessoires et objets de décoration accessibles à tou•te•s, dans une ambiance conviviale et sympathique. Nos boutiques solidaires n'attendent plus que vous !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamfrance.org/magasins-oxfam

MARCHER POUR LA SOLIDARITÉ

Trailwalker : le rôle essentiel des bénévoles

Malgré les adaptations liées à la situation sanitaire, l'édition 2020 du Trailwalker Oxfam au départ d'Avallon, qui s'est tenue en septembre, a été un succès ! 165 bénévoles étaient mobilisé•e•s aux côtés de 554 supporters et supportrices, pour encourager les 164 équipes qui avaient décidé de relever le défi de marcher 100 km en moins de 30 heures. Une édition rendue possible grâce à la mobilisation importante de nos bénévoles, qui ont permis le respect du protocole sanitaire et surtout, qui ont contribué à l'expérience et l'ambiance exceptionnelles de ce Trailwalker pas comme les autres !

En 2021, nous recherchons à nouveau plus de 150 bénévoles pour assurer l'encadrement et l'animation de cet événement solidaire et sportif unique en France. Au programme, des missions variées en compagnie d'autres bénévoles (accueil des marcheurs et marcheuses, gestion du ravitaillement sur les points de contrôle, marche de clôture, animation...), mais aussi l'occasion de profiter de l'ambiance festive et solidaire du Trailwalker Oxfam en toute sécurité.

En 2021, le Trailwalker Oxfam aura lieu les 3 et 4 juillet à Dieppe et les 11 et 12 septembre à Avallon. N'attendez plus et rejoignez-nous pour cette aventure solidaire unique !



POUR EN SAVOIR +

www.oxfamtrailwalker.fr



© Laurent Carré / Oxfam

MERCI

À TOUTES LES PERSONNES QUI NOUS SOUTIENNENT
ET PARTAGENT NOTRE CONVICTION QUE LA PAUVRETÉ
ET LES INÉGALITÉS NE SONT PAS INÉLUCTABLES.

TRANSMETTEZ VOS VALEURS POUR UN MONDE PLUS JUSTE

Grâce au soutien durable du legs, nos campagnes et nos actions ont un impact encore plus retentissant et nous permettent de contribuer à bâtir un monde plus solidaire et plus juste. Transmettre vos valeurs via un legs est un geste magnifique et émouvant de générosité au nom des générations futures, pour un monde plus juste, en votre nom.

Oxfam France est habilitée à recevoir des legs, donations et assurances-vie avec une exonération complète d'imposition par l'intermédiaire de son fonds de dotation, constitué conformément à la loi du 4 août 2008.

Pour toute question, Maud Thibault, responsable de la collecte de fonds et des legs se tient à votre disposition – en toute confidentialité et sans engagement : par courrier au 62 bis avenue Parmentier 75011 Paris, par téléphone sur sa ligne directe au 01 85 56 84 85 ou par e-mail : mthibault@oxfamfrance.org.

POUR EN SAVOIR +
[HTTP://OXFAMFRANCE.ORG/LEGUER](http://oxfamfrance.org/leguer)

AVANTAGE FISCAL

Les dons aux associations d'intérêt général comme Oxfam France ouvrent droit à une réduction d'impôt : si vous êtes imposable, 66 % du montant de votre don pourra être déduit du montant de votre impôt dans la limite de 20 % de votre revenu net imposable.

Avec cet avantage fiscal, vous soutenez les actions d'Oxfam France et vous attirez également l'œil des responsables politiques en orientant une partie du montant des impôts vers la solidarité internationale !

En vue de votre déclaration, nous vous faisons parvenir un reçu fiscal une fois par an. **Si vous nous avez soutenus en 2020, votre reçu fiscal vous a été envoyé par email ou par courrier courant février 2021.** N'hésitez pas à nous contacter si vous ne l'avez pas encore reçu.

POUR EN SAVOIR +
[WWW.OXFAMFRANCE.ORG/REDUCTION-IMPOT](http://www.oxfamfrance.org/reduction-impot)

Oxfam France - INFO' ACTIONS 130
Périodicité biannuelle - ISSN : 1155-200X
Directeur de la publication : Frédéric Séguret
Coordination de la rédaction : Charlotte Béal
Rédactrice en chef : Cécile Duflot
Conception et réalisation graphique : Maya Lambert (06 61 56 41 95)
Photo couverture : Au Ghana, Christina cultive du maïs et a bénéficié d'une formation au compost © Nana Kofi Acquah/Oxfam
Photo dos : Marche pour le climat à Ostende ©Tineke D'haese/Oxfam
Imprimé en France par ESTIMPRIM, 6, ZA à La Craye, 25110 Autecaux

OXFAM FRANCE

62 bis avenue Parmentier
75011 Paris
Tél. : 01 56 98 24 40
info@oxfamfrance.org
www.oxfamfrance.org
[@oxfamfrance](https://twitter.com/oxfamfrance)
[OxfamFrance](https://www.facebook.com/OxfamFrance)

RENOUVELLEMENT DU LABEL DON EN CONFIANCE

- 21 FÉVRIER 2019 -

